

20 Novembre 2020

Communiqué de presse

LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ EN DANGER

L'idéologie du « toujours plus » d'énergies intermittentes, et l'ineptie des décisions de fermetures des moyens de production pilotables commencent à avoir des conséquences, notamment sur la sécurité d'approvisionnement en électricité en France.

Dans sa dernière livraison du 19 novembre 2020 sur « l'équilibre offre-demande d'électricité pour l'hiver 2020-2021 », RTE indique « qu'au cours du mois de février et jusqu'au début mars, le niveau de risque sera sensiblement plus élevé que les années passées ».

La note ajoute qu'en « cas de situations climatiques particulières combinant situation de froid et absence de vent, des difficultés à approvisionner l'ensemble du territoire sont possibles ».

Il précise enfin qu'au « cours des années passées, des capacités de production renouvelable et d'effacement ont été ajoutées, mais de nombreuses centrales thermiques au fioul et au charbon ont été fermées ainsi que la centrale nucléaire de Fessenheim cette année, réduisant la capacité disponible ».

Une telle situation perdurera au moins jusqu'en 2023 ».

En quelques mots, le décor est planté et confirme ce que FO n'a cessé de dire :

- La fermeture de Fessenheim et celles annoncées des centrales à charbon sont une atteinte majeure à la sécurité d'approvisionnement de notre pays ! En cas de difficulté cet hiver, tous ceux qui ont pris cette décision absurde devront rendre des comptes devant les Français, car il n'y a rien de plus stupide que de fermer des centrales en parfait état de marche pour satisfaire des ONG idéologues qui cherchent à affaiblir l'un des atouts compétitifs de notre pays, à savoir la performance de notre mix électrique.
- On ne peut remplacer des énergies pilotables par des énergies intermittentes sans porter atteinte à la sécurité d'approvisionnement de notre pays. RTE, elle-même, note que l'énergie éolienne a, en hiver, un facteur de charge (rapport entre l'énergie produite et la puissance théorique) inférieur à 30 %. Quant au solaire et à sa contribution en hiver...
- La France a dépensé 121 milliards d'euros (source Cour des comptes) pour soutenir ces énergies sans que cela n'assure la sécurité d'approvisionnement et sans d'ailleurs que cela n'améliore les émissions de CO₂ de notre pays. Et le pire, c'est que la loi de transition énergétique prévoit la fermeture de 12 autres réacteurs nucléaires d'ici 2035 et un développement anarchique de ces énergies ! C'est là un vrai voyage en Absurdie !

Il est donc temps d'arrêter en urgence cette mascarade !

La France doit revoir sa position, mais aussi apposer son veto aux textes au niveau européen qui pénalisent sans cesse l'énergie nucléaire. Elle doit défendre enfin ses intérêts nationaux et non se caler sur les ONG, qui défendent les intérêts allemands !

Aux objectifs visant à augmenter sans cesse la production intermittente, la France doit privilégier des objectifs visant à avoir une production bas-carbone. Ceci permettra d'assurer la sécurité d'approvisionnement de la France par des moyens de production pilotables.

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org

